

12

PAYSAGES, PAYSANS, DEVELOPPEMENT APPROPRIE

Patrice de Bellefon
Directeur de Mont-Perdu Patrimoine Mondial

Lors de la manifestation en Catalogne du 23 mai 2005 contre la ligne THT de 400.000 volts fut proclamée «l'urgence de rappeler que la place de l'homme, dans le paysage, est plus importante que celle des pylônes ».

Les éleveurs opposés à la réintroduction de l'ours dans notre cordillère insistent sur la menace que ces prédateurs font peser sur l'existence même de leur métier et pour sensibiliser le public, ils n'hésitent pas à souligner, comme conséquence évidente, la disparition des paysages pyrénéens dont ils sont les indispensables jardiniers.

Le paysage entre dans les préoccupations quotidiennes d'un large public, tant et si bien que les politiques l'introduisent de plus en plus, sinon de mieux en mieux, dans leurs programmes et discours.

Les médiateurs, les officines d'ingénierie, de nombreux édiles locaux utilisent maintenant le paysage comme lien fédérateur afin d'élaborer, autour d'un consensus général des programmes d'aménagement. Le paysage est, dans cette perspective, un outil efficace. Réunis autour d'une table de négociations, aucun acteur citoyen, socio-professionnel, politique ou technocrate acceptera d'endosser la responsabilité de défigurer le paysage du terroir -de leur terroir- objet de leur étude prospective. Les problèmes de terrain, ainsi abordés, conduisent toujours à des solutions se situant favorablement entre le pire scénario et la solution idéale. Pourtant un récent sondage à l'échelle européenne montre que le paysage demeure, pour la plupart des gens interrogés, étroitement lié à des aspects esthétiques et à des sites particuliers. Cette approche du paysage héritée d'une « culture picturaliste » est très réductrice par rapport aux nouveaux concepts énoncés par l'UNESCO et la Charte Européenne du Paysage.

Ramon Marti ou Josep Armet, les peintres de la Renaixença, l'école d'Olot en Catalogne, l'école de la Bidassoa au Pays Basque ont-ils eu une aussi importante influence sur la perception des paysages qu'un Nicolas Poussin, que l'école de Barbizon et les Impressionistes en France ?

La « perception picturaliste » fait des paysages une espèce de décor naturel valorisé par le seul dialogue entre le spectateur -le touriste curieux et cultivé- et le site. Cette façon de voir le paysage, très prégnante en France -et probablement chez vous aussi dans une moindre mesure- en excluant l'autochtone de toute émotion sensible l'éloigne bien évidemment de toute responsabilité vis-à-vis de la protection et de l'évolution des paysages dans lesquels il vit cependant.

Pour être expressif, frappant même, nous citerons Alain Roger philosophe français du paysage, qui fut à l'origine d'une doctrine quasi officielle dont l'efficacité s'estompe enfin. Il disait « que le paysan était incapable d'esthétisation » et que « le pays était le degré zéro du paysage ».

Nous avons pourtant connu en France, dans les années 70-80, une attitude plus humaniste à l'égard des ruralités paysagères, comme en témoigne, à la suite des travaux de géographes comme Eric Dardel ou Pierre Deffontaines, cette compréhension relevée dans « l'histoire du paysage français » de Jean Robert Pitte : «Le paysage est un signe plein de tous les besoins humains : se nourrir, consommer d'autres biens et services, posséder et exprimer une certaine conception de la justice sociale, se défendre, se réunir, s'associer, communier à certaines valeurs cosmologiques ou religieuses ». En bref, le paysage serait donc l'expression spatiale d'une façon d'être ensemble.

Faut-il aujourd'hui encore s'étonner que cette philosophie tombe en désuétude dans nos Etats, quand l'UNESCO promeut l'idée de « paysage culturel ».

A côtés des tenants de « l'artialisation » et de la «distanciation » selon le vocabulaire d'Alain Roger -intellectuel de l'élite urbaine-, les partisans d'un certain scientisme géographique enseignaient que, tout espace échappant aux abaqués, aux théorèmes et aux données naturalistes serait, quelque part, une déchetterie du rationalisme. Ces «paysages-systèmes » scientifiquement énoncés sont propices à un centralisme politique et servent la puissance et les privilèges d'une technocratie moderniste et affairiste.

Succès, par ailleurs du langage cubique qu'aucune frontière nationale ou régionale ne modifie. La richesse de nos diversités culturelles comme l'imaginaire «étouffées par le mythe de la raison ».

L'engouement pour la lecture naturaliste des paysages d'où sont écartées toutes les données historiques et la mémoire des lieux, est une traduction publique -vulgarisée- d'une telle attitude.

Paysage reflets d'histoire et de culture, paysage élément biophysique, reflets d'écosystèmes naturels ; cette double vision engendre un dualisme dans nos politiques publiques. La synthèse, dès lors, s'opère dans la notion de «paysage culturel » traduisant toutes les réalités des milieux ruraux et de la montagne en particulier à travers ses pratiques agro-pastorales. Elle édifie les conditions d'une maîtrise appropriée des développements territoriaux.

Paysage culturel

L'UNESCO distingue trois types de «paysages culturels». Les parcs et jardins créés intentionnellement, (Gaudi à Barcelone mais aussi à la Pobla de Lillet). Les paysages culturels associatifs parce qu'ils sont naturellement en communion avec un phénomène religieux, historique ou culturel (Le Mont Olympe en Grèce, le Canigou pour les Catalans, le site basaltique de Thingvellir, antique parlement Islandais, Montségur, les cromlechs d'Hillarita au Pays Basque...).

Enfin les paysages culturels évolutifs vivants¹ où le savoir traditionnel et le patrimoine culturel ont dans leur nature une validité propre, ainsi qu'une capacité à choisir et à promouvoir leur développement en conformité avec leur propre logique. Il y a alors symbiose entre la géographie naturelle et son contenu culturel. Ces paysages racontent la belle et séculaire alliance, alliance prometteuse d'avenir entre l'homme et son environnement immédiat. Toutes nos vallées pyrénéennes sont concernées. Citons quelques-uns des exemples les plus émérites et attrayants de ce type de paysages culturels éminemment paysans : les vignobles de Banyuls sur leurs terrasses schisteuses, les estives basques d'Errotzate et l'antique abri pastoral d'Harpia, le bocage béarnais de Lescun, les champs de blé épars et d'amandiers de la sierra de Guara, les cirques de Troumouse et d'Estaubé...

¹ Par opposition à ceux où une ancienne évolution bien qu'encore lisible est désormais stoppée. Ce sont des paysages évolutifs reliques.

Notons que la stricte notion de protection naturaliste, objet des politiques environnementales de ces dernières décennies mettent à distance l'acteur humain alors que la notion de paysage -pays, paysan- par essence situe l'homme au cœur du questionnement sur la nature.

Les préoccupations exclusivement écologiques, au sens naturaliste du mot, sont de l'ordre du global et appellent des directives internationales, cependant que la « mise en paysage », en s'attachant à la diversité historique est l'outil actuel le plus efficace pour la ré appropriation par les autochtones de leur patrimoine naturel et culturel

La Charte Européenne des Paysages, parmi l'éventail de ses propositions juridiques pour la sauvegarde de la variété paysagère de l'Europe, demande que « soit reconnu juridiquement le paysage en tant que composante essentielle du cadre de vie des populations, expression de leur diversité de leur patrimoine commun culturel et naturel et fondement de leur identité ».

Elle souligne, en outre, l'idée que « le paysage forme un tout dont les éléments naturels et culturels sont considérés simultanément » et invite le public à jouer un rôle actif dans sa gestion et son aménagement, comme à se sentir responsable de son devenir.

Depuis 25 ans et plus l'UNESCO promeut la prise en compte de la dimension culturelle comme condition sine qua non d'un développement endogène, harmonieux et équitable, cependant que le PNUD (Programme de développement des Nations-Unies) pose désormais le principe que tout développement doit être fondé sur la volonté de chaque société à exprimer son identité profonde, en un mot, sa culture, les traits donc distinctifs- spirituels, matériels, techniques, intellectuels, affectifs- qui l'édifient en tant que communauté. Nous mesurons combien les considérations citées plus haut de Jean Robert Pitte redeviennent d'actualité, comme nous percevons le rôle fondamental et les responsabilités fondamentales des populations locales (plus spécifiquement des éleveurs et pasteurs dans leur cadre montagnard) dans la gestion contemporaine des paysages.

Les enjeux paysans

La majorité des gens en Pyrénées s'accorde pour reconnaître la nécessité d'y maintenir une agriculture active afin, en première analyse d'y conserver une vie permanente et des paysages ouverts. En revanche, chacun d'entre nous connaît la fragilité et les difficultés que le monde paysan montagnard affronte aujourd'hui. En versant nord, si les subventions allouées à l'élevage ne représente que 5% des aides dont bénéficie l'agriculture française, force est de reconnaître cependant qu'elles comptent pour une très large part des revenus de nos éleveurs (environ 70 à 80%).

Et pourtant le revenu moyen d'un éleveur ovin demeure le plus faible de la profession agricole. Et pourtant, les prix du marché ont du mal à résister à la concurrence mondiale qui accélère la dévalorisation de leurs produits (en France, la production ovine ne couvre que 35 à 40% de la consommation).

Un jour prochain, ne partagerons-nous pas ces aides communautaires, probablement revues à la baisse, avec les agriculteurs de l'Europe de l'Est ?

Outre ces données conjoncturelles, les chiffres de l'histoire des perfectionnements techniques expliquent et la déprise et les malaises des milieux agricoles. Depuis la fin du XVIII^e siècle, la productivité agricole a été multipliée par 100, depuis 1946 la production a augmenté de 110% avec 18% de moins de surface utilisée, et, depuis 20 ans la France perd 50.000 emplois agricoles par an ... ! Il est vrai qu'en 1960, un paysan nourrissait 5 personnes et aujourd'hui 50 ! Ces chiffres français sont peut-être à nuancer pour les régions ibériques des Pyrénées, comme il convient de noter que leur généralité appelle des corrections pour l'agriculture de montagne. Certes, elle consomme moins d'intrants, moins d'engrais qui sont de l'énergie mais,

elle utilise, comme en plaine, une forte mécanisation qui ne permet cependant pas aux éleveurs de rêver aux 35 heures par semaine et à un mois de congé payé !

La production agricole est largement suffisante pour nourrir le monde dont la famine est à imputer aux seules défaillances de la répartition et de la distribution².

Comment pérenniser dans ces conditions une agriculture de montagne ? Et comment en légitimer le bien-fondé ?

Deux solutions viennent immédiatement à l'esprit :

- Accroître la productivité pour pallier la baisse des cours en augmentant la surface des exploitations.
- Promouvoir des produits transformés pour profiter d'une valeur ajoutée et recueillir les bénéfices commerciaux en pratiquant la vente directe.

La première recette, en diminuant le nombre des habitants, la densité de population, accélère la marginalisation progressive des zones rurales et la fermeture des services. En outre, une perte de jeunes actifs agricoles entraîne un abandon de terre, de parcours forestiers et d'estives d'altitude.

Le second remède, tout en étant très judicieux et adapté au tourisme, ne saurait répondre à la dimension des besoins et à la diversité de production (une formule mieux appropriée par exemple à la vente de fromage qu'à celle de la viande). En tout état de cause, il ne saurait suffire.

De fait, un vrai développement est d'abord basé sur la valorisation des potentialités locales, il est une construction permanente d'un avenir communautaire au sein d'espaces qui évoluent. Le paysage englobe la situation géographique, les ressources naturelles, la culture, les savoir-faire, les choix sociaux, voire même cosmogoniques, tous ces paramètres et toutes ses valeurs seront les plus fermes assises d'un développement local approprié et authentique. Dans cette perspective, loin d'être un repliement sur soi-même, l'identité s'avère être un levier de développement.

Nous avons besoin de racines pour nous inventer un avenir. Le temps du développement est plus long que le temps politique. Notre époque a généré de profonds changements. Nous avons de nouvelles exigences à l'égard de l'espace et des territoires : paysages, environnement, cadre de vie, ressourcements, loisirs, échanges...

Probablement et plus en montagne qu'ailleurs, les agriculteurs sont invités à produire de nouveaux biens publics. Une prise de conscience de ces mutations les fera passer d'une élaboration paysagère non intentionnelle à la volonté de création.

Changement dans la continuité

Comme dit en amont, lorsque les éleveurs manifestent pour défendre leurs droits et acquis sociaux, ils insistent sur la nécessité de maintenir un pastoralisme dynamique et la densité de leurs exploitations afin de sauvegarder les paysages montagnards, sources précieuses de ressources touristiques.

² Rappelons qu'une vache européenne touche chaque jour deux fois ce dont dispose un Malien, un Nigérien ou un Burkinabe pour vivre.

Plus et mieux que nous tous, après les destructions et restrictions de nos dernières guerres, ils ont été « formatés » par une éducation uniforme où le productivisme était présenté, non point comme un moyen, mais comme la valeur en soi des succès de la techno-science.

Aucune raison ne les prédispose plus que dans d'autres secteurs professionnels à appréhender la notion récente de « paysage culturel ».

Prenant un exemple d'actualité, attitude que certains de mes amis jugeront provocante, nous voyons plusieurs autres raisons aux tons très durs de leurs protestations contre l'ours.

Nos besoins alimentaires assouvis, ils n'ont cessé de voir s'estomper leur influence politique. En montagne, depuis des décennies ils n'ont jamais été activement associés aux projets de territoire. De territoire dont, pourtant, ils sont le plus souvent propriétaires des espaces communautaires grâce à leurs syndicats de vallée (au moins dans la partie occidentale des Pyrénées).

Cette condescendance de la société civile dominante à leur égard a engendré un malaise social.

L'ours, les loups : une belle occasion d'exister dans les médias et de revendiquer la fonction productive du pastoralisme. L'idée d'éradiquer la bête, tout compte fait assez récent, est le témoignage d'une aliénation aux objectifs de la société industrielle. Sa disparition exprime, pour certains, une modernité de bon aloi, l'exemple d'une nature domestiquée, rationalisée par des entrepreneurs responsables. Plus ou moins inconsciemment tuer ours et loups débarrasse l'éleveur des derniers oripeaux d'une montagne archaïque ; c'est l'occasion d'être enfin reconnu par ce pouvoir technocratique qui depuis des générations l'a marginalisé en l'excluant de toute gestion de ses terroirs.

Las, les sondages auprès du grand public, y compris le public pyrénéen, démentent le bien-fondé de cette approche que revendiquent 65 à 75% des éleveurs pyrénéens.

L'ours a occupé une telle place dans la mythologie, le folklore et même dans un proche vécu quotidien de notre chaîne, que sa réintroduction apparaît à nombre de ses défenseurs comme une restauration du paysage culturel des Pyrénées.

Quoiqu'il en soit, sans poursuivre plus avant avec cet exemple de si sauvage compagnie, notons que pour l'heure, et pour une majorité d'exploitants pyrénéens, toutes les mutations de notre société et les nouvelles démarches environnementales sont entendues comme des contraintes au lieu d'y voir une occasion de rebondir vers le développement.

Il ne s'agit pas, ici, de défendre le militantisme écologique qui n'apporte guère de réponses susceptibles de générer des rencontres constructives sur l'avenir de ces territoires d'altitude. Au mieux propose-t-il des solutions techniques pour prévenir les dégâts des prédateurs accompagnées de compensations financières

Ce n'est pas assez pour rapprocher dans des desseins communs des antagonismes affichés. Un récent sondage européen révèle que les écologistes militants placent le paysage seulement en quatrième position de leurs préoccupations : ils n'y voient encore que le support d'émotions esthétiques sans contenu, pour un cadre de vie sans mémoire.

Nombre d'entre eux, en outre, montrent de la défiance à l'égard du monde agricole. Mais n'éprouvons-nous pas tous des difficultés à admettre qu'il n'y a pas de hiérarchie de l'intelligence en fonction des disciplines que les uns, les autres, nous pratiquons ?

La participation de tous à l'élaboration d'un pays est la libre expression de l'agir démocratique au terme d'une authentique décentralisation politique, culturelle et territoriale.

Développement approprié

La notion quelque peu galvaudée de « durable » n'écarte pas le risque d'une uniformisation conséquence possible d'une unique économie mondiale. En revanche, le développement approprié d'une contrée est ipso facto durable car, sans renoncer à s'adapter aux évolutions contemporaines, il s'appuiera sur la propre logique de sa géographie physique et humaine. « Continuer de façon inédite -et donc moderne- l'œuvre du passé ». Dans ce processus de développement authentique, la montagne doit s'adapter aux évolutions sociales, économiques et culturelles sans renoncer à ses valeurs historiques afin de préserver sa précieuse symbiose entre nature et culture.

La biodiversité est l'argument essentiel des thèses écologiques. La dégradation mondiale de la biodiversité risque à terme de compromettre la vie humaine elle-même, pense une part importante de la communauté scientifique³. Il est dit, qu'avant l'homo faber, 12 à 15 espèces disparaissaient par an sur une estimation très faible d'environ 15.000.000 d'espèces vivant sur notre planète. Aujourd'hui ce sont 70 espèces par jour qui s'éteignent !

Le montagnard pyrénéen doit être conscient de ces données alarmantes pour apporter sa contribution au « principe responsabilité ».

Nous adhérons à l'idée qu'il convient désormais d'entrer en écologie par le paysage tel que nous le concevons, comme élément fédérateur. Pour pallier l'absence de concertation fructueuse, nous cheminons d'une écologie naturalisée à une écologie humaine, d'une ethnologie coloniale à une anthropologie du face à face.

Il n'est plus raisonnable, à notre époque, d'envisager une politique de développement approprié et de protection de la nature, sans une participation volontaire et active des populations autochtones, des paysans principalement. Sans perdre de vue qu'à la différence des monuments historiques -châteaux sans seigneur, abbayes sans religieux, aqueducs et amphithéâtres désaffectés- les paysages auxquels se rattache mieux l'idée de patrimoine et d'héritage vivant sont culturellement détruits lorsqu'ils oublient leur histoire jusqu'à en effacer les empreintes pour n'être que décors, terrains de jeux ou stades.

On comprend, dès lors, le rôle primordial, essentiel que les paysans sont appelés à jouer dans une telle perspective de développement jusqu'à une légitime et complète réappropriation de leur patrimoine (information - formation).

Compte tenu des données économiques et des actuelles tendances politiques, nous avons la conviction que le paysan montagnard doit se préparer à assumer de nouvelles missions sociales et même éducatives. Devenir, au-delà des fruits et saveurs du traditionnel pastoralisme, producteurs rémunérés de biodiversité, de « formes et de couleurs », selon les mots de Jean Pierre Deffontaines. Alors prestataires de nouvelles fonctions sociales, ils seront les indispensables acteurs d'une valorisation de toutes les ressources locales.

Naguère, l'usage essentiel de nos espaces était de se consacrer à la production de biens alimentaires, désormais une plus vaste diversification de leurs fonctions se déploie. Comptons sur les paysans de nos hautes vallées pour, qu'au terme d'une prise de conscience créative, ils en architecturent les paysages.

Pourquoi donc, de volonté délibérée, avons-nous préféré le terme de rémunération ? Qui assurera les financements de ces nouvelles missions paysannes ?

³ Du fait des liens étroits et de la co-évolution de l'homme avec l'ensemble du vivant.

- N'ignorant pas les incertitudes de la politique agricole commune, ces desseins agro-environnementaux ne seront-ils pas à la charge des institutions locales et régionales, avec le soutien d'une possible participation des visiteurs ?
- Beaucoup d'agriculteurs revendiquent un attachement à leur exclusive fonction de fournisseur de denrées alimentaires. Ceux-ci seront libres de ne pas participer à ces objectifs agro-environnementaux, cependant que leurs collègues attentifs à ces nouvelles mesures seraient justement rémunérés pour l'exécution de travaux d'intérêt général et d'aménagement du territoire.
- L'avantage des rémunérations liées à ces travaux réside dans leur destination ciblée sur du concret, alors que les subventions sont partagées en fonction de critères corporatistes et syndicaux dont l'équité est, pour le moins, parfois contestée.
- Enfin d'un point de vue sociologique, le système rémunérateur est, semble-t-il plus qualifiant que les subventions, procédure d'assistance, comme le droit acquis est plus élogieux que le statut assigné.

Il serait intéressant d'évaluer l'impact d'une telle politique sur le productivisme. Les rémunérations agro-paysagères -disons-le ainsi- n'excluent pas, bien entendu, l'apport de subventions (même si nous nous attendons à ce qu'elles soient moins conséquentes).

Une dégressivité des primes sur le bétail au-delà d'un certain nombre de têtes, compensée par une augmentation des rémunérations pour les travaux d'intérêt général serait un moyen de maîtriser la taille des exploitations et d'aider à l'installation des jeunes (terres disponibles et avenir moins incertain).

Quelle part de bénéfice net, dans le coût social des subventions revient-elle au foyer paysan ? Certainement moins que la rémunération pour services environnementaux ne nécessitant qu'un outillage léger ou déjà utilisés dans l'exploitation.

Toutefois ne nous cachons pas que l'envolée des prix du foncier, liée à une urbanisation touristique anarchique menace de façon plus sévère encore l'avenir agricole de nos montagnes. La spéculation immobilière, au moment des départs en retraite, s'avère très décisive sur les choix des descendants et les jeunes confrontés à des coûts exorbitants n'ont plus les moyens de s'installer.

En étant collaborateurs du tourisme, aussi déterminants que naturels, les paysans s'assureraient-ils, sinon d'une absolue « maîtrise du foncier », du moins d'un pondérable contrôle ?

Auraient-ils, à terme, le pouvoir d'initier une évolution du droit de propriété, en distinguant différentes formes, de la propriété d'usage -d'usage de l'herbe comme au Pays Basque- à la propriété spéculative ?

Dans le cours de ces préoccupations, nous proposons d'ajouter au travail quotidien de l'agriculteur, de « l'ouvrage éthique » et de la responsabilité afin que le terrain devienne enfin le lieu d'émergence des politiques d'aménagement.

Les ruraux montagnards disposent du capital espace/nature, les milieux urbains ont l'apanage de l'argent, voilà bien des raisons d'incontournables pressions, mais, aussi les potentialités, les conditions nécessaires pour nous conduire vers une judicieuse et obligatoire solidarité entre ville et montagne.

Un dialogue renouvelé, offre aux paysans la haute responsabilité de repenser l'harmonie entre l'homme et son environnement. Une philosophie éminemment favorable à l'étonnante diversité géographique et culturelle de notre cordillère pyrénéenne : ouvrage de maîtres-éleveurs ?